

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Marrakech le 16 novembre 2016.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs,

J'avais trois objectifs dans le cadre de cette COP22. La France, vous le savez, avait présidé la COP21 et avait été très fière qu'à Paris, il puisse y avoir un accord universel contraignant qui engage le monde. Donc, venant ici à Marrakech dans un contexte que chacun connaît, où il pouvait y avoir à la fois de l'espoir et des doutes, il était très important qu'au nom de la France, mais aussi au nom des 110 pays qui ont ratifié l'Accord de Paris, je puisse affirmer que cet Accord est irréversible.

Il est irréversible en droit, parce qu'en moins d'un an il a pu entrer en vigueur, irréversible dans les faits, parce qu'il y a un mouvement, une mobilisation des acteurs privés, publics, gouvernements, entreprises, organisations non gouvernementales qui fait que ce mouvement est irrépressible, inarrêtable et inaltérable. Et puis, il est irrépressible aussi parce que dans les consciences, il est maintenant acté que l'enjeu climatique est un enjeu commun et qu'il concerne aussi bien des îles qui sont menacées pour leur propre survie que des grands continents, des pays immenses qui sont touchés par des catastrophes.

Cette affirmation que j'ai pu prononcer a été soutenue et saluée par beaucoup de pays ici présents et c'est là, la confirmation que nous sommes dans un processus irréversible. Je sais bien qu'il y a encore des questionnements : est-ce qu'il est possible de se dégager de l'Accord ? Cela prendrait énormément de temps mais surtout quel serait l'intérêt même des Américains de le faire alors que Barack OBAMA s'est autant engagé, que de nombreux Etats fédérés, de nombreuses régions, de nombreuses entreprises qui aujourd'hui s'expriment veulent être pleinement dans la participation à l'application de l'Accord de Paris ?

J'avais un deuxième objectif, il a été partagé avec le Maroc, qui a cette responsabilité de présider la COP. Je veux saluer sa Majesté MOHAMMED VI parce que nous avons pu travailler ensemble avec la présidente de la COP, Ségolène ROYAL, avec son successeur, pour que nous puissions accélérer et mettre en œuvre les engagements de la COP21.

La COP22, c'est la COP des solutions. Nous avons pu faire en sorte que les règles d'application de l'Accord soient définies et précisées et notamment pour l'adaptation. Les coalitions ont été renforcées, je pense notamment à l'Alliance solaire, à la coalition pour les énergies renouvelables, à celle sur l'innovation, sur le prix du carbone et même sur l'océan qui est devenu une priorité commune à l'occasion de cette Conférence des parties.

Enfin, il y a les financements qui devaient être là-encore au rendez-vous. A Paris, il avait été annoncé 100 milliards en 2020 et il y a de la part de l'ensemble des participants et des acteurs la volonté d'atteindre ce chiffre. La France pour ce qui la concerne, mobilisera cinq milliards et donc nous avons fait plus que notre part. C'était très important aussi que je puisse réaffirmer cet engagement de la France, qui se trouve d'ailleurs dans nos documents budgétaires, qui se trouve également dans la réforme -que nous avons engagée et qui est maintenant accomplie- de l'Agence française de développement.

J'avais un troisième objectif qui était de soutenir avec les pays africains l'initiative pour les énergies renouvelables, et c'est ce que nous venons de faire. Nous avons une dette écologique à l'égard du continent africain et là encore, nous devons prendre un certain nombre de

regard du continent africain et, là-encore, nous devons prendre un certain nombre de responsabilités. Pour les énergies renouvelables, avec les financements qui sont prévus, les projets qui ont été identifiés pour l'agriculture par exemple. Le ministre de l'Agriculture, Stéphane LE FOLL, a pu aujourd'hui-même présenter le projet de la France. Nous devons faire un travail d'exemple, pour l'accès à l'eau et pour les mécanismes d'alerte. Donc la France veut que l'Afrique puisse être non seulement pleinement partie prenante de l'Accord, mais puisse être la priorité de l'Accord sur le climat et donc de la COP 22.

Nous sommes à Marrakech, au Maroc, il y aura d'autres rendez-vous avec l'Afrique mais ici l'Afrique était représentée au plus haut niveau parce qu'elle avait compris qu'elle était au cur du projet climatique. C'est également notre intérêt commun. Pas simplement un acte de solidarité, pas simplement une volonté -qui suffirait d'ailleurs- de préserver la planète, mais parce que c'est aussi la sécurité de nos deux continents qui est en cause. Si nous voulons limiter ou réduire ou empêcher l'immigration c'est en luttant contre le réchauffement climatique et en assurant la sécurité du continent. Si nous voulons qu'il y ait un développement en Afrique qui puisse être une source de croissance en Europe c'est à travers le plan que nous pouvons lancer aujourd'hui. Si nous voulons qu'il y ait ce partage des technologies, c'est avec l'Afrique que nous devons l'engager et la France est particulièrement bien placée pour jouer ce rôle.

Donc la France devait être là aujourd'hui et elle sera là demain. Elle sera là demain pour être la gardienne de l'Accord de Paris dans sa lettre et dans son esprit, elle est là et elle sera là pour mettre en uvre, plus vite même qu'il n'était prévu l'Accord de Paris et pour prendre des engagements supérieurs à ceux mêmes que nous avons annoncés l'année dernière. La France est là et sera là pour l'Afrique et j'aurai encore l'occasion ces prochaines semaines de le dire et de le démontrer. Merci.

Mohamed CHAKIR ALAOUI, du site d'information Le 360 : Monsieur le Président, bonjour.

LE PRESIDENT : Bonjour.

Mohamed CHAKIR ALAOUI : Ma première question, que pensez-vous, Monsieur le Président, de l'initiative du roi Mohammed VI de réunir un sommet africain de l'action liée au climat ? Ma deuxième question, que pensez-vous d'un partenariat renforcé entre le Maroc et la France pour le développement de l'Afrique ?

LE PRESIDENT : Je viens de participer à ce sommet à l'invitation du roi Mohammed VI et c'est dans ce sommet que les Africains ont établi cette déclaration, lancé ce plan et la France s'y associe pleinement. J'ai dit la participation financière de la France, j'ai dit aussi combien nous devons partager nos technologies. Je suis venu avec une délégation de beaucoup d'entreprises françaises souvent liées d'ailleurs à des investissements au Maroc ou en Afrique, beaucoup de start-up, beaucoup d'entreprises qui peuvent être de toutes tailles, mais qui sont en pointe par rapport aux énergies renouvelables ou à l'innovation. Et ce que je veux avec le Maroc dans le cadre du partenariat c'est que nous puissions avoir ce partage de technologies sur des centrales solaires, sur des lignes de transport à grande vitesse, sur le recyclage de déchets, qui puissent être non seulement pour le Maroc et pour la France des partenariats fructueux, mais que nous puissions proposer aux pays africains dans le cadre de ce sommet.

Ce qui est très important c'est qu'il puisse y avoir de la formation car il ne peut pas avoir de développement de l'innovation, il ne peut pas y avoir l'accès aux énergies renouvelables s'il n'y a pas la formation de techniciens, des opérateurs qui vont mettre en place ces technologies. Mais ce que nous devons aussi fournir ce sont des systèmes très simples qui permettent notamment aux Africains, mais pas seulement aux Africains, d'accéder à l'électricité sans forcément être reliés aux réseaux. Et nous voyons bien que l'innovation est la source de tout, c'est le sens du partenariat que nous avons décidé de porter avec le Maroc.

Mathieu COACHE, BFM TV : Bonsoir Monsieur le Président. Question de politique française.

Vous avez dit que vous annonceriez votre décision de vous représenter début décembre. Est-ce que la candidature d'Emmanuel MACRON, qui est maintenant officielle, va peser sur votre décision ? Plus personnellement, est-ce que vous vous sentez trahi aujourd'hui par votre ancien ministre ?

LE PRESIDENT : Non, je ne vais pas parler de politique intérieure française ici, au moment où je

m'exprime sur l'avenir de la planète et sur cet accord sur le climat, l'Accord de Paris. Comprenez-le bien. Il y a des moments, il y a des endroits où je peux le faire. J'ai un calendrier, vous le connaissez. Et puis, il y a des situations et des sujets qui exigent que je sois ici, pleinement Président de la République, sans avoir à donner mes sentiments personnels. Journaliste marocain : Ici, à Marrakech, beaucoup de hauts responsables africains nous ont fait part de leurs inquiétudes concernant le blocage persistant sur la détermination des pays qui doivent être inscrits sur le registre de l'atténuation ou de l'adaptation. Certains pays vont devoir déboursier beaucoup d'argent, s'ils sont acculés à adapter, par exemple, le secteur agricole. L'Accord de Paris est à l'épreuve des faits dans les médias. Qu'est-ce que la France pourrait faire sur ce sujet-là ?

Autre question relative à la gouvernance, j'entends la bonne gouvernance. Est-ce que vous ne craignez pas que l'engagement français, la démarche française n'ait été un peu entamée, à l'heure où votre pays est secoué par un gros scandale lié à la taxe carbone ?

LE PRESIDENT : Je ne sais pas de quoi vous parlez pour la taxe carbone. Il y a un scandale qui existe au niveau européen, mais cela n'a rien à voir et là-dessus, je crois que les procédures sont en cours, n'ayez aucune crainte dans ce domaine.

En revanche, vous avez raison de dire qu'il y a nécessité de soutenir les pays qui doivent faire un effort d'adaptation. Justement, dans cette COP 22, la France s'est engagée à faire davantage pour l'adaptation. Alors, cela peut paraître compliqué, j'en conviens. Qu'est-ce que l'atténuation par rapport à l'adaptation ? L'adaptation suppose de passer à un autre niveau d'engagement et donc d'aider pleinement des Etats à faire face au changement climatique, et pas simplement par la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Donc, ce que j'ai décidé, au nom de la France, c'est qu'on mettrait davantage de moyens financiers pour accompagner les pays dans l'adaptation. Voilà ma réponse.

Je sais que le temps est compté ici, à Marrakech. C'est vrai qu'on ne peut pas comparer avec Paris, au sens où à Paris, il s'agissait de conclure un accord international. Il y avait d'ailleurs de gros doutes : étions-nous capables Laurent FABIUS présidait cette conférence d'aller vers cet accord et cet accord serait-il à la hauteur ?

C'est vrai que les chefs d'Etat et de Gouvernement étaient tous présents à Paris. Il y avait aussi un contexte dont chacun se souvient, les actes terroristes. Mais il y avait pour la planète un rendez-vous qui était celui de Paris.

Marrakech, c'est l'application et l'accélération. L'application parce que nous devons mettre en uvre. L'accélération parce que l'urgence climatique s'est encore imposée. Jamais il n'y a eu des températures aussi élevées que ces derniers mois, historiquement. La prise de conscience est là. C'est pour cela que je n'ai pas de doute par rapport à ce que vont être les engagements des uns et des autres, pour parler clair, les engagements américains sous présidence Donald TRUMP. Quand je dis que c'est irréversible, ce n'est pas simplement parce qu'on pourrait empêcher. C'est parce que ce mouvement-là est engagé et qu'il est maintenant partagé par les peuples, y compris le peuple américain.

Je veux dire aussi que c'est un grand enjeu pour les prochaines années. Ce n'est pas simplement un projet pour le monde, chaque pays, chaque continent doit en faire sa priorité, pas simplement son exigence, parce qu'il y aurait des obligations à remplir, mais en faire un projet qui emmène tout le pays, toute la société. Parce que beaucoup de changements vont se faire. Ils vont se faire dans tous les actes de la vie quotidienne et cela va entraîner un changement des politiques publiques, que nous avons déjà ouvert avec la loi de transition énergétique, avec aussi un certain nombre de choix qui vont durer, encore deux ou trois quinquennats.

Donc, c'est un choix de long terme, mais qui doit se faire à travers une stratégie, qui, elle, va pouvoir donner un sens à une société, notamment la société française.

Il se trouve que j'insiste souvent là-dessus la France peut être exemplaire. Sans doute, cela fait partie de ses responsabilités. Mais elle doit être surtout en avance. Le grand enjeu pour les prochaines années, ce n'est pas de nous adapter. C'est d'être en avance. C'est de prendre justement un temps d'avance par rapport aux choix essentiels. Voilà ce que je voulais dire et voilà

pourquoi c'était important que je sois ici à Marrakech. Merci.